

venus au Canada après avoir fait leurs études dans un autre pays.

On parle d'aide à l'étranger mais, en l'occurrence, l'aide venait de pays qui pouvaient difficilement se la permettre. La plupart d'entre eux avaient un rapport médecin-patients beaucoup plus élevé que celui du Canada. En Inde, ce rapport est sans doute de un médecin pour 5,000 habitants, alors qu'au Canada, il est à peu près de un médecin pour 2,000 habitants.

Il fallait faire quelque chose; on a donc publié le rapport de la Commission Hall. La Chambre a approuvé la création de la Commission Hall, chargée d'étudier les diverses solutions possibles, notamment au chapitre de l'expansion des écoles de médecine. On s'est rendu compte qu'il s'agissait là d'un problème permanent et qu'il fallait pousser la recherche. Le rapport de la Commission Hall a été adopté à presque tous les égards.

En 1966, le Parlement a adopté la loi sur la Caisse d'aide à la santé, qui visait à améliorer les installations des écoles de médecine pour leur permettre d'attirer des professeurs et des hommes de science qui contribueraient à en faire les meilleures écoles de médecine du monde. Le principe sous-jacent à la Caisse était de réunir les plus grands spécialistes du domaine, et le gouvernement s'était engagé à verser 500 millions de dollars au cours d'une période de 15 ans, ce qui nous mènerait à 1981. En 1978, nous constatons que la Caisse est supprimée.

● (2022)

J'ai oublié de mentionner la poliomyélite en parlant des grands travaux accomplis par les scientifiques d'Amérique du Nord et du monde entier. On a mis au point une mesure préventive contre cette maladie déformante qui pouvait tuer un jeune dans l'espace de 48 heures, ou le paralyser, et le rendre invalide pour la vie, et les gains découlant de la recherche sur la poliomyélite se sont élevés à plus de \$2,000 pour chaque dollar dépensé, bien qu'il soit presque impossible d'arriver à un chiffre exact. Il n'y a rien de plus rentable que la recherche.

Le gouvernement qui avait présenté la loi sur la Caisse d'aide à la santé veut maintenant la supprimer. Il me paraît incroyable, quand on constate les folles dépenses dans le rapport du vérificateur général, que le gouvernement ose supprimer quelque chose qui réussit à sauver des vies. Il y a de si nombreuses maladies déformantes. Les statistiques révèlent que le cancer tue une personne sur quatre. Les cas d'emphysème augmentent. Il y a de nombreuses autres maladies. Il n'y a guère de famille au Canada qui ne sera pas éprouvée par une maladie que nous avons encore à enrayer. Nous réussissons à les enrayer grâce à des recherches soutenues.

Je voudrais maintenant rendre hommage à ces chercheurs qui ont consacré leur vie à des travaux de ce genre, dont un grand nombre, n'ayant rien découvert à la fin de leur carrière, ont continué à travailler sans relâche et avec ardeur dans l'espoir de faire une percée miraculeuse. Ces chercheurs endurent des épreuves, des tribulations et des frustrations en tentant de rendre la santé aux malades du Canada et du monde entier. Nombreux sont ceux qui ont donné leur vie en acceptant d'essayer certains remèdes ou traitements sur leur propre personne. Je suis fier de pouvoir dire qu'il y a encore des gens désireux de se consacrer à ce domaine d'activité sans fonds suffisants ni sans la moindre considération.

Au cours des dix dernières années, les ressources consacrées aux soins médicaux ont de plus en plus diminué. Il a fallu obtenir de haute lutte un peu plus d'argent pour faire les

recherches nécessaires. Au début du siècle, les scientifiques étaient rares. De nos jours, ils sont nombreux. Nous avons enrayer beaucoup de maladies, mais il nous faut encore nous attaquer à certaines maladies chroniques.

Les statistiques nous révèlent que plus de 2 millions de Canadiens ont plus de 65 ans. Toutes sortes de maladies peuvent frapper un homme au sommet de sa carrière et dans la force de l'âge, le forcer à cesser de travailler et le mettre à la charge de la société. Nous avons la responsabilité de faire en sorte que ces gens conservent leur santé et continuent de travailler aussi longtemps que possible et même après 60 ans. Les députés ne sont pas sans savoir qu'on a adopté aux États-Unis un bill permettant aux gens sains de corps et d'esprit de continuer de travailler à 65 ans, s'ils le désirent, au lieu de prendre leur retraite. Ce bill leur permettra de continuer de travailler jusqu'à l'âge de 70 ans. S'il y a suffisamment d'argent consacré à la recherche pour maintenir les gens en santé, peut-être pourront-ils travailler jusqu'à l'âge de 75 ans. S'ils ne peuvent pas travailler jusqu'à cet âge, l'assistance sociale risque d'avoir des ennuis.

Il existe aux États-Unis un autre projet de loi qui vise les personnes possédant une formation universitaire. Elles peuvent demeurer en fonction indéfiniment si elles sont physiquement et mentalement bien portantes. Ce projet de loi ne s'applique pas uniquement aux services de santé, mais aussi à l'industrie. Le gouvernement reconnaît qu'il devrait dépenser cinq fois plus qu'il ne le fait, mais il persiste à vouloir comprimer les dépenses. Pouvez-vous bien me dire, monsieur l'Orateur, ce qui ne va pas chez un gouvernement qui agit ainsi?

L'autre nuit, je suis sorti des édifices du Parlement vers 11 heures, et en regardant de l'autre côté de la rivière, j'ai constaté que la lumière était allumée dans tous les édifices d'en face. J'ai songé un instant aux familles qui élèvent des enfants. Avec l'inflation qui sévit aujourd'hui, bien des familles ont du mal à régler leurs factures d'électricité et de chauffage. Je pourrais vous faire rencontrer des personnes âgées qui possèdent leur propre maison et qui paient leurs comptes de taxes, d'électricité et de chauffage. Le gouvernement ne songe pas à subventionner leur logement. Il néglige ces personnes âgées. Pourtant, il subventionne le logement dans certaines villes. En regardant tous ces édifices éclairés, j'ai songé que ce que coûte l'éclairage de ces édifices pendant une seule nuit pourrait être dépensé à meilleur escient. Non seulement cela, mais j'ai aussi pensé à ce que coûte leur construction. Ils ne rapportent rien, et un projet comme celui-là ne donne rien à la recherche. On loue des locaux qui restent vides à Ottawa. Les provinces disent déjà qu'elles n'obtiennent pas assez d'argent pour réaliser leurs projets.

Il y a quelque chose qui cloche. A mon avis, le gouvernement est bien inconséquent. Il ne comprend rien à la recherche. Il ne comprend pas qu'en la supprimant il provoque l'effondrement du régime social. Le ministre est une dame bien aimable, mais je me demande si elle a assez de poigne au cabinet pour dire à ses collègues ce qu'est la situation. Une fois le gouvernement lancé sur la voie des restrictions dans les fonds consacrés à la recherche, les chercheurs seront perdus. Ils quitteront le secteur un par un. On perdra d'excellents professeurs. Bien des universités ont perdu, ces deux dernières années, des professeurs qui occupent maintenant des postes clefs aux États-Unis. Une fois partis et installés dans une autre